

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1185 le 27 juin 2021

Dans ce numéro

Les taliban auraient conquis cinquante districts depuis le mois de mai, selon le représentant de l'ONU pour l'Afghanistan...

(Page 2)

Affrontements entre forces gouvernementales et djihadistes près d'une importante usine à gaz du Mozambique...

(Page 3)

En mer Noire, des coups de semonce auraient été tirés contre un navire de la Royal Navy ayant pénétré dans les eaux territoriales russes...

(Page 5)

En Slovaquie, fin de l'exercice militaire Slovak Shield...

(Page 6)

En Algérie, coupure d'internet pour empêcher les fraudes lors des épreuves du baccalauréat...

(Page 7)

Les drones turcs auraient changé le cours de trois conflits en 2020, selon Le Monde...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Le renforcement de la coopération militaire américaine avec les pays de la zone Asie-Pacifique inquiète Moscou...

Le ministère russe de la Défense s'est dit préoccupé en raison du renforcement par les États-Unis de leur coopération militaire avec le Japon, l'Inde et l'Australie. Moscou y voit un moyen pour Washington de contrôler la région Asie-Pacifique. Igor Kostioukov, chef du service russe de renseignement militaire (GRU), s'est exprimé mercredi au sujet du regroupement des États-Unis, du Japon, de l'Inde et de l'Australie, également connu sous le nom de Dialogue quadrilatéral pour la sécurité ou « Quad ». Igor Kostioukov a déclaré que les États-Unis essaient de recréer une sorte d'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) dans la région Asie-Pacifique en impliquant l'Inde, qui adopte traditionnellement une politique diplomatique indépendante. « Naturellement, nous ne pouvons qu'être préoccupés par le renforcement continu des arsenaux et des infrastructures militaires de l'OTAN à proximité des frontières russes » a déclaré le président russe Vladimir Poutine, dans un message vidéo. Moscou redoute vraisemblablement que les États-Unis n'étendent leur influence dans la région Asie-Pacifique, comme ils l'ont fait en Europe en ajoutant d'anciennes républiques soviétiques en tant que nouveaux membres de l'OTAN.

(Radio Japon international, le 24-06-2021)

Le gouvernement afghan pourrait être renversé par les taliban six mois après le retrait occidental, selon les services de renseignement américains...

Démoralisés par les retards dans le versement des soldes et le manque de moyens, des soldats afghans se rendent parfois sans combattre. D'après un rapport des services de renseignement américains dévoilé cette semaine, les taliban pourraient renverser le gouvernement afghan dans les six mois suivant la fin du retrait occidental. Mais Joe Biden refuse de faire marche arrière. Durant son entretien avec Ashraf Ghani, il a promis de maintenir l'aide militaire et humanitaire, signe que Washington va continuer à financer l'État afghan. Il n'a toutefois exprimé aucune inquiétude quant à l'avancée rapide des taliban, se préoccupant plutôt de la progression de l'épidémie de coronavirus dans le pays.

(Radio Vatican, le 26-06-2021)

Trois gendarmes tués par des séparatistes anglophones présumés dans le nord-ouest du Cameroun...

Au Cameroun, un préfet a indiqué hier à l'AFP que trois gendarmes ont été tués, dont deux décapités, samedi, dans le nord-ouest, par des séparatistes qui combattent l'armée et réclament l'indépendance de cette partie anglophone du pays. Cette attaque intervient au lendemain de la mort de deux soldats et d'un fonctionnaire dans la région voisine du sud-ouest. Cinq autres fonctionnaires ont été pris en otages et n'étaient toujours pas libérés dimanche, selon un préfet.

(La voix de l'Amérique, le 21-06-2021)

Démission pour raison de santé du chef de l'ELN, la dernière guérilla active en Colombie...

Rodriguez Bautista, le chef de l'ELN, la dernière guérilla encore active en Colombie, annonce sa démission. C'est la première fois qu'un commandant de guérilla se retire de cette façon pour des raisons de santé et avec un communiqué rendu public. Son numéro 2 prend les commandes de l'ELN. (Radio Vatican, le 25-06-2021)

L'hélicoptère du président colombien cible de tirs d'armes automatiques dans le nord-est du pays...

Le président colombien, Ivan Duque dit avoir été victime d'un attentat lâche. L'hélicoptère à bord duquel il se trouvait hier a été touché par de multiples balles alors qu'il traversait le département Norte de Santander, une région du nord-est du pays près de la frontière vénézuélienne ravagée par la violence entre groupes armés et par le trafic de drogue. (Radio Vatican, le 36-06-2021)

Les taliban auraient conquis cinquante districts depuis le mois de mai, selon le représentant de l'ONU pour l'Afghanistan...

Les taliban se sont emparés du poste frontière près du Tadjikistan, dans le nord-est de l'Afghanistan, hier. Les taliban contrôlent désormais l'autoroute qui relie la ville de Kunduz à ce pays d'Asie centrale. L'occasion pour eux de faire main basse sur les recettes de péage. Depuis l'accélération du retrait des troupes américaines le 1er mai, les insurgés étendent leur contrôle à travers l'Afghanistan. La prise de la zone frontalière du Tadjikistan, au nord de Kunduz, est le dernier revers en date essuyé par les forces de sécurité. Le représentant de l'ONU pour l'Afghanistan a déclaré que les taliban avaient conquis cinquante districts depuis le mois de mai, notamment pour encercler les capitales provinciales. Une manière pour eux de se tenir prêt à conquérir ces grandes villes dès que le retrait américain sera terminé en septembre. Les combattants islamistes profitent du fait que beaucoup de soldats afghans sont démoralisés par le manque de munitions, la lenteur dans l'envoi des renforts ou de l'appui aérien. Du coup, certains préfèrent se rendre sans combattre, signe d'un État afghan en train de se déliter. Dans ce contexte, plusieurs leaders régionaux comme le chef de file de l'ethnie ouzbek, Abdul Rachid Dostom, le fils du commandant Massoud, Ahmad Massoud, et des personnalités de la minorité azara reconstituent leurs milices armées pour tenir tête aux taliban, pariant déjà sur un échec du processus de paix.

(Radio Vatican, le 23-06-2021)

Quinze militaires de la MINUSMA blessés lors d'une attaque au véhicule piégé dans le nord du Mali...

Quinze casques bleus de l'ONU au Mali ont été blessés vendredi matin dans une attaque au véhicule piégé contre une position temporaire dans le nord du pays, a indiqué la Mission des Nations unies (MINUSMA) sur les réseaux sociaux. Il s'agit de casques bleus allemands a dit à l'AFP un membre de la commission de la Défense du parlement allemand sous le couvert de l'anonymat. « Douze sont gravement touchés » a-t-il dit. « Ce matin, une base opérationnelle temporaire de la Force de la MINUSMA près du village d'Ichagara, dans la commune de Tarkint, région de Gao, a été la cible d'une attaque au véhicule piégé » a rapporté la MINUSMA sur *Twitter*. « Quinze casques bleus ont été blessés, leur évacuation est en cours » a-t-elle ajouté sans fournir plus de précisions dans un premier temps sur les circonstances de l'opération. « La MINUSMA avait établi là une base temporaire depuis jeudi, le temps de sécuriser une opération de remorquage d'un véhicule de la mission » a indiqué une source sécuritaire internationale. Le véhicule à remorquer avait été endommagé par l'explosion d'un engin explosif artisanal. L'engin avait explosé au passage d'un convoi de la MINUSMA qui escortait le déploiement d'un bataillon dit « reconstitué » de l'armée malienne, c'est-à-dire intégrant d'anciens rebelles ayant combattu les forces régulières dans le nord avant la signature d'un accord de paix en 2015.

(Africa Radio, le 25-06-2021)

Au moins six morts après l'attaque d'un poste militaire dans le centre du Mali...

Au Mali, un poste militaire a été ciblé dans le centre du pays, dans le village de Boni. Six soldats ont été tués. Une position de l'ONU au nord a également été visée. Quinze casques bleus des Nations unies, allemands pour la plupart, ont été blessés, la plupart grièvement. Ces violences interviennent

alors que la France a annoncé une réduction progressive de la présence militaire française au Sahel.
(Radio Vatican, le 26-06-2021)

Onze djihadistes présumés tués et plusieurs bases détruites par l'armée dans l'est du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, onze djihadistes ont été tués et trois bases terroristes détruites entre le 14 et le 16 juin lors d'une opération anti-djihadiste dans les régions de l'est, a annoncé lundi l'armée burkinabée. « Sur la base de renseignements précis, une opération a été conduite par des unités du groupement de forces du secteur est pour démanteler ces bases » selon l'état-major burkinabé.
(La voix de l'Amérique, le 22-06-2021)

Une dizaine de policiers tués lors d'une embuscade dans le centre-nord du Burkina Faso...

Dans le nord du Burkina Faso, une dizaine de policiers a été tuée lundi soir dans une embuscade de djihadistes présumés et plusieurs sont toujours portés disparus. Dans un communiqué publié hier, le ministère de la Sécurité du Burkina précise que l'embuscade s'est produite lundi soir sur l'axe Barsalogo – Foubé, dans le centre-nord du pays. Un détachement de la police a été visé par une embuscade d'individus armés. Le bilan provisoire est de onze policiers tués, sept retrouvés sains et saufs et quatre manquant à l'appel, c'est-à-dire toujours portés disparus. Ces policiers faisaient partie d'une équipe de relève à Yirgou, un petit village au nord de Barsalogo.
(La voix de l'Amérique, le 23-06-2021)

Deux militaires tués par un engin explosif lors d'une opération de recherche dans le centre-nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, deux soldats ont été tués en recherchant des policiers disparus suite à une attaque lundi dans le centre-nord du pays. Ces militaires tombés sur un engin explosif faisaient partie des équipes de recherche de policiers disparus a déclaré hier Ousséni Tamboura, porte-parole du gouvernement, après un conseil des ministres consacré à la situation sécuritaire. Onze policiers ont été tués lundi dans une embuscade sur l'axe Barsalogo/Foubé dans le centre-nord. Quatre policiers étaient portés disparus. Ousséni Tamboura a annoncé que, lundi également, une autre attaque a touché les Volontaires pour la défense de la patrie dont l'un a été tué dans la région du nord. Selon lui, une dizaine de volontaires sont toujours portés disparus.
(La voix de l'Amérique, le 24-06-2021)

Une attaque de Boko Haram repoussée par les troupes nigériennes...

L'armée nigérienne a repoussé mardi une attaque du groupe djihadiste Boko Haram, tuant trois assaillants à Bosso, une ville du sud-est du Niger sur les rives du lac Tchad, a-t-on appris mercredi de source militaire et auprès des autorités locales. « Mardi, aux environs de 18h40 locales (17h40 GMT), les éléments des Forces de défense et de sécurité (FDS) ont repoussé une nouvelle attaque de Boko Haram à Bosso » a indiqué dans un communiqué publié sur *Facebook* la Force multinationale mixte (FMM, qui associe Nigeria, Tchad, Cameroun et Niger). « Côté ennemi, trois assaillants ont été neutralisés et un véhicule détruit » a-t-elle précisé dans ce texte diffusé depuis Diffa, capitale régionale du sud-est nigérien. Aucune victime n'a été enregistrée parmi les militaires, selon elle. Une mitrailleuse de 12,7 mm et trois fusils d'assaut kalachnikov appartenant aux assaillants ont été récupérés selon la FMM. « Le restant de l'ennemi mis en déroute s'est échappé à bord de quatre véhicules en direction des îles du lac Tchad et le ratissage se poursuit avec nos forces terrestres et aériennes » a-t-elle affirmé. Un élu de Bosso a confirmé ce bilan auprès de l'AFP.
(Africa Radio, le 23-06-2021)

Deux civils tués lors d'une attaque dans la région de Tillabéri, au Niger...

Au Niger, selon des sources sécuritaires et militaires hier, deux civils ont été tués mardi lors d'une attaque dans la région de Tillabéri, tandis que l'armée repoussait le même jour une attaque du groupe djihadiste Boko Haram tuant trois assaillants à Bosso, dans le sud-est.
(La voix de l'Amérique, le 24-06-2021)

Affrontements entre forces gouvernementales et djihadistes près d'une importante usine à gaz du Mozambique...

Au Mozambique, des affrontements entre djihadistes et forces gouvernementales ont éclaté ce

mercredi dans le district septentrional de Palma, près d'une usine à gaz valant plusieurs millions de dollars. Pour leur part, les dirigeants de la Communauté de développement d'Afrique australe réunis à Maputo se sont entendus sur l'envoi prochain de troupes au Mozambique pour lutter justement contre ces groupes djihadistes qui sèment la terreur dans le nord-est du pays depuis plus de trois ans.
(*La voix de l'Amérique, le 24-06-2021*)

Les pays de la SADC s'entendent pour envoyer des troupes au Mozambique afin d'aider Maputo à lutter contre les djihadistes...

Réunis en sommet les pays membres de la SADC, la Communauté de développement de l'Afrique Australe, se sont mis d'accord hier sur l'envoi de troupes armées afin d'aider Maputo à lutter contre les groupes djihadistes qui continuent de déstabiliser le nord-est du pays. Le président mozambicain, Filipe Nyusi, a subi une forte pression des pays voisins. Au mois de mai dernier, la question de l'envoi de militaires dans le nord-est du Mozambique avait déjà été discutée, mais Maputo n'en voulait pas. Il y avait pourtant urgence de déployer des troupes selon l'organisation régionale, face à la dégradation de la situation sécuritaire. Hier après-midi d'ailleurs, alors que les pays de la SADC étaient réunis, de nouveaux affrontements ont eu lieu dans le district de Palma entre djihadistes et forces gouvernementales. Pour l'heure on ne connaît pas les détails de cette force militaire régionale, mais le chiffre de 3 000 hommes a été évoqué. Des avions, des hélicoptères et des forces navales devraient être mobilisées.

(*Radio Vatican, le 24-06-2021*)

Selon Europol, les restrictions anti-Covid ont limité les attaques terroristes faisant un grand nombre de victimes...

L'agence européenne de police Europol a publié aujourd'hui son rapport annuel sur la situation du terrorisme dans l'Union européenne. Il fait état de 57 attentats terroristes ou tentatives d'attentats en 2020, signalés en Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie et Espagne. L'année dernière 21 personnes sont mortes à cause d'attentats terroristes dans l'Union européenne, précise Europol. L'agence basée à La Haye indique que les restrictions anti-coronavirus ont limité les opportunités de perpétrer des attaques faisant un grand nombre de victimes. Toutefois la situation créée par la pandémie pourrait être un facteur de stress supplémentaire encourageant potentiellement les personnes vulnérables à se tourner vers la violence, affirme aussi Europol.

(*Deutsche Welle, le 22-06-2021*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Corée du Sud, le directeur des services de renseignement s'engage à prévenir les violations des droits de l'Homme lors d'interrogatoire de transfuges...

Le directeur du Service national du renseignement (NIS), Park Jie-won, a présenté, hier, ses excuses sur les cas de violation des droits de l'Homme contre des réfugiés nord-coréens, perpétrés par le passé par son organisme, avant de s'engager à prévenir de telles exactions dans l'avenir. C'était à l'occasion de la visite d'un groupe de journalistes au centre de protection des transfuges nord-coréens. Il s'agit d'un lieu où le NIS les interroge dès leur arrivée en Corée du Sud, avant de juger s'ils méritent d'être placés sous la protection de l'État. Cependant, en 2013, une affaire dite de « manipulation d'espionnage de Yoo Woo-sung », du nom d'un réfugié nord-coréen, avait éclaté. Les services secrets avaient alors forcé la sœur de Yoo à déposer une fausse confession désignant son frère comme un espion de P'yongyang. En rappelant ce scandale, l'ancien député du camp progressiste a expliqué que sur 7 600 individus interrogés au sein de cet établissement depuis 2014, aucun cas d'atteinte des droits humains n'a été signalé jusqu'à présent. Classé comme une installation de sécurité nationale de premier degré, l'accès à ce centre est strictement contrôlé. Ainsi, c'est la deuxième fois qu'il a été dévoilé à la presse depuis son lancement en 2008.

(*KBS World Radio, le 24-06-2021*)

Selon un rapport des services de renseignement américains, il n'existe pas de preuve de l'existence d'extraterrestres...

Un rapport dévoilé par les services de renseignement américains nous apprend qu'il n'y a pas de preuve d'existence d'extraterrestres. Ce rapport précise tout de même que des dizaines de phénomènes constatés par des pilotes militaires ne pouvaient pas être expliqués.

(*Médi-1, le 26-06-2021*)

Début des exercices militaires conjoints américano-japonais *Orient Shield*...

Les Forces d'autodéfense (FAD) terrestres japonaises et l'armée américaine vont entamer jeudi leurs plus importants exercices conjoints à ce jour. Le ministère japonais de la Défense, Kishi Nobuo, a annoncé mardi que la manœuvre *Orient Shield* se déroulerait dans tout le pays jusqu'au 11 juillet. Ces exercices ont lieu tous les ans selon le scénario d'une intervention militaire conjointe. Environ 3 000 militaires japonais et américains y participeront cette année. Les chefs japonais et américain de la Défense s'étaient mis d'accord en mars pour améliorer la réactivité par le biais d'exercices de haut niveau. Kishi Nobuo a souligné l'importance de renforcer le partenariat entre les FAD et l'armée américaine, dans un contexte de sécurité régionale de plus en plus préoccupant. Il a ajouté qu'il souhaitait affermir les capacités de dissuasion et de réactivité de l'alliance nippo-américaine.

(Radio Japon international, le 22-06-2021)

Taipei confirme le passage d'un destroyer américain dans le détroit de Taïwan...

Le ministère taïwanais de la Défense nationale a confirmé aujourd'hui le passage, mardi 22 juin, d'un destroyer américain dans le détroit de Taïwan. Il s'agit de la deuxième traversée de l'*USS Curtis Wilbur* (DDG-54) dans cette zone politiquement très sensible en un peu plus d'un mois, mais aussi du sixième passage d'un destroyer américain depuis l'investiture du président américain Joe Biden, le 20 janvier dernier. La marine américaine a déclaré que le passage du navire était tout à fait conforme aux conventions internationales et avait pour but de réaffirmer l'engagement des États-Unis pour le droit de libre navigation dans l'Indopacifique.

(Radio Taïwan international, le 23-06-2021)

En mer Noire, des coups de semonce auraient été tirés contre un navire de la Royal Navy ayant pénétré dans les eaux territoriales russes...

La Russie affirme avoir tiré des coups de semonce contre un navire de guerre britannique en mer Noire. Selon Moscou, le destroyer britannique a pénétré les eaux territoriales russes au large de la Crimée, une péninsule annexée par la Russie en 2014. Le navire aurait quitté les eaux russes après une vingtaine de minutes. Londres a démenti l'incident évoquant « un passage innocent dans les eaux territoriales ukrainiennes ».

(Deutsche Welle, le 23-06-2021)

Un avion russe a effectué un tir de sommation contre un navire de guerre britannique au motif qu'il violait sa frontière en mer Noire. Dans une déclaration, le ministère russe de la Défense affirme que le navire de guerre britannique *Defender* a violé la frontière au cap Fiolent, situé au sud-ouest de la Crimée, qui a été illégalement annexée par la Russie. Selon la déclaration, un avion de chasse Su-24M a ensuite décollé. « Le navire russe gardant les frontières a tiré des coups de semonce vers le navire britannique à 12h06 et 12h08 (heure locale). Neuf minutes plus tard, le Su-24M a émis un avertissement de bombardement sur la trajectoire du *Defender* » a annoncé le ministère russe. Le communiqué informe que le navire de guerre britannique a quitté la frontière suite aux actions conjointes de la flotte russe en mer Noire et des gardes-frontières du Service fédéral de sécurité russe (FSB), et l'attaché militaire de l'ambassade britannique à Moscou a été convoqué au ministère russe de la Défense. Le cap Fiolent, où le navire britannique aurait fait la violation, se trouve dans les eaux territoriales de la Crimée.

(La voix de la Turquie, le 24-06-2021)

Exercices militaires d'envergure sur les îles d'Etorofu pour les troupes russes...

La Russie a commencé des exercices militaires à grande échelle sur des îles que le Japon revendique et qu'il appelle les Territoires du Nord. Le district militaire oriental de la Russie a annoncé que les exercices se déroulent sur cinq jours, depuis mercredi. Ils sont basés sur un scénario d'hostilités entre deux États. Ils sont organisés sur les îles d'Etorofu et de Kunashiri ainsi que sur celle de Sakhaline, entre autres. Plus de 10 000 soldats sont mobilisés, ainsi que jusqu'à 500 véhicules militaires, une trentaine d'avions et une dizaine de navires. Le programme des exercices prévoit des opérations de débarquement. La Russie considère les îles et leurs environs comme un site d'importance stratégique qui relie la mer d'Okhotsk et l'océan Pacifique. Le ministère japonais des Affaires étrangères a protesté auprès de l'ambassade de Russie à Tokyo, affirmant que le renforcement militaire dans les Territoires du Nord allait à l'encontre de la position du Japon. Le Japon revendique Etorofu, Kunashiri et deux

autres îles contrôlées par la Russie. Le gouvernement japonais dit qu'elles font partie intégrante du territoire japonais et qu'elles ont été occupées illégalement après la Deuxième Guerre mondiale.
(*Radio Japon international, le 24-06-2021*)

Bakou dénonce une nouvelle fois des tirs de l'armée arménienne contre des positions azerbaïdjanaises...

Le ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan a annoncé que les soldats arméniens ont ouvert le feu sur les positions azerbaïdjanaises en direction de Tovuz, à la frontière entre les deux pays. La déclaration du ministère rapporte que des soldats arméniens ont ouvert le feu sur les positions azerbaïdjanaises en direction du village de Muncuklu de la province de Tovuz depuis leurs positions dans le village d'Aygedzor de la province de Berd hier jeudi à 14h30 heure locale. La déclaration note qu'aucun soldat azerbaïdjanais n'a été tué ou blessé et que la situation dans la région où l'incident a eu lieu était stable.
(*La voix de la Turquie, le 25-06-2021*)

En Slovaquie, fin de l'exercice militaire *Slovak Shield*...

L'exercice militaire national Slovak Shield (*Bouclier slovaque*) se termine au centre d'entraînement de Lest. Sur le terrain, le chef d'état-major des forces armées de la République slovaque Daniel Zmeko a évoqué le plus grand exercice de l'année. Concernant la modernisation de l'armée, le ministre de la Défense Jaroslav Nad, présent aussi lors des manœuvres a répondu : « C'est bien que des membres du gouvernement soient également venus voir l'exercice, afin de comprendre que l'argent que je réclame pour le ministère de la Défense est important pour qu'on puisse s'entraîner avec nos alliés avec du matériel adéquat ». Le porte-parole des forces armées, Stefan Zemanovic, a expliqué que l'exercice à Lest visait à vérifier l'état de préparation des forces armées : « Au total, près de 8 000 soldats participent à de tels exercices dans toutes les casernes et dans toutes les unités des forces armées, et ils sont près de 1 700 à Lest, dont des soldats de la République tchèque, de la Pologne, de la Hongrie et des États-Unis ». Les soldats se sont entraînés dans le centre de la Slovaquie du 1er au 24 juin.

(*Radio Slovaquie internationale, le 25-06-2021*)

... CYBERESPACE ...

En Corée du Sud, ouverture d'une enquête après une tentative de cyberattaque contre Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering...

Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering (DSME) a été la cible d'une tentative de cyberattaque fin 2020 et a demandé à la police d'ouvrir une enquête. C'est ce qu'a confirmé, hier, l'Administration du programme d'acquisition de défense (DAPA). En revanche, elle a coupé court à une hypothèse selon laquelle des pirates informatiques nord-coréens auraient cherché à dérober des informations relatives aux sous-marins à propulsion nucléaire du constructeur naval sud-coréen. Et d'ajouter que le réseau interne qui abrite les renseignements confidentiels n'est pas connecté au réseau externe de l'entreprise. DSME construit des sous-marins d'attaque conventionnels de classe *Dosan Ahn Chang-ho* et possède des informations liées au développement de sous-marins à propulsion nucléaire.

(*KBS World Radio, le 21-06-2021*)

Des dirigeants de sociétés françaises de cybersurveillance mis en examen pour complicité d'actes de torture...

Quatre dirigeants des entreprises françaises Amesys et Nexa Technologies, accusées d'avoir fourni du matériel de cybersurveillance aux régimes libyen et égyptien ayant permis de traquer des opposants, ont été mis en examen, a annoncé mardi la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dans un communiqué transmis à l'AFP, dont les informations ont été confirmées de source judiciaire. Philippe Vannier, président de la société Amesys jusqu'en 2010, a été mis en examen dans le volet libyen pour complicité d'actes de torture. Olivier Bohbot, président de l'entreprise Nexa, Renaud Roques, son directeur général et Stéphane Salies, ancien président, ont pour leur part été mis en examen pour complicité d'actes de torture et de disparitions forcées dans le volet égyptien, une information également dévoilée par *Intelligence Online*. Ces mises en examen, prononcées mercredi et jeudi derniers, interviennent dans deux informations judiciaires distinctes, ouvertes au pôle « crimes contre l'humanité » du tribunal judiciaire de Paris à la suite de deux plaintes déposées par la FIDH et la Ligue des droits de l'Homme (LDH). La première vise la vente, entre 2007 et 2011, au régime de

Mouammar Kadhafi, d'un programme de cybersurveillance baptisé *Eagle*, développé par Amesys. Dans ce dossier, les parties civiles accusent la société d'ingénierie d'avoir fourni en toute connaissance de cause ce matériel à l'État libyen qui l'a utilisé pour repérer des opposants, ensuite emprisonnés et torturés. En mai 2017, Amesys avait été placée sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre celui de témoin simple et celui de mis en examen. La deuxième information judiciaire, ouverte en 2017, vise la vente par l'entreprise Nexa Technologies, dirigée par d'anciens responsables d'Amesys, du logiciel mis au point par cette dernière au régime d'Abdel Fatah Al-Sissi, aussi utilisé pour traquer ses opposants. Selon la FIDH, cette enquête a par ailleurs été étendue à des faits de vente de technologie de surveillance à l'Arabie saoudite. « C'est une formidable avancée qui signifie que ce que nous constatons tous les jours sur le terrain, à savoir les liens entre l'activité de ces entreprises de surveillance et les violations des droits humains, peut recevoir une qualification pénale et donner lieu à des inculpations pour complicité » ont déclaré Clémence Bectarte et Patrick Baudouin, avocats de la FIDH, cités dans le communiqué. Michel Tubiana, avocat et président d'honneur de la LDH, a exprimé le souhait que les autorités françaises s'engagent résolument à prendre toutes les mesures pour empêcher l'exportation de technologies de surveillance vers des pays qui violent gravement les droits humains.

(Africa Radio, le 22-06-2021)

En Algérie, coupure d'internet pour empêcher les fraudes lors des épreuves du baccalauréat...

Trois personnes ont été condamnées à un an de prison ferme en Algérie pour fraude au baccalauréat, a indiqué le ministère de la Justice, tandis que le pays vit au rythme des coupures d'internet censées empêcher la triche généralisée à cet examen. Jugés en comparution immédiate par le tribunal de Sétif, deux des trois condamnés sont accusés d'avoir divulgué des sujets d'épreuves, et le troisième d'avoir fuité les corrigés des épreuves de langue arabe et de sciences islamiques, a précisé mardi soir le ministère dans un communiqué. Au total, 22 personnes sont poursuivies, dont 15 placées en détention provisoire, pour diffusion et fuite de sujets d'examens du baccalauréat par le biais de moyens de communication à distance, à savoir les réseaux sociaux selon ce communiqué. Ces infractions ont été détectées par l'organisme chargé de la lutte contre la cybercriminalité. Les épreuves du baccalauréat en Algérie ont débuté dimanche et se poursuivront jusqu'à jeudi pour plus de 731 000 candidats. Pour la cinquième année consécutive, cet examen - sésame pour l'entrée en études supérieures - entraîne un blocage des réseaux sociaux et des perturbations d'internet à travers tout le pays. La session 2016 du bac avait été entachée par une fraude massive, les sujets ayant fuité sur les réseaux sociaux. Depuis, en plus d'interdire tout matériel connecté dans les centres d'examens, les autorités ont décidé de transformer l'Algérie en immense zone blanche durant les cinq jours d'épreuves. Ce qui ne manque pas de susciter la polémique et, entre autres, la colère des professionnels des technologies de l'information et de la communication. Car ni le blocage de *WhatsApp*, *Facebook* et *Twitter*, ni les coupures de l'internet ne sont parvenues à endiguer la triche. Cette année, avec la multiplication du télétravail et de l'enseignement universitaire à distance à cause du Covid-19, l'impact économique de cette paralysie est encore plus pénalisant. Le président de l'Association de protection des consommateurs, Mustapha Zebdi, a ainsi qualifié la neutralisation d'internet de démarche inacceptable. En attendant, des internautes suggèrent, non sans humour, que la seule façon d'éliminer le problème serait de supprimer le bac. Il est néanmoins un endroit en Algérie où la fraude est quasi absente : les 47 établissements pénitentiaires, agréés par le ministère de l'Éducation nationale comme centres d'examen. 5 084 détenus - 4 977 hommes et 107 femmes - y passent le bac cette année, avec un taux de réussite généralement de 100% et l'espoir d'obtenir une grâce.

(Africa Radio, le 23-06-2021)

La police japonaise en passe de créer un nouveau bureau chargé de lutter contre le piratage informatique...

L'Agence nationale de la police japonaise prévoit de créer un nouveau bureau chargé de lutter contre le piratage informatique entre autres crimes de cybercriminalité. Des pirates informatiques sont à l'origine de vols de données confidentielles dans des entreprises et des instituts de recherche. Dans certains cas, ils exigent même une rançon. L'agence prévoit de procéder à une restructuration organisationnelle à l'horizon 2022. Le département de lutte contre la cybercriminalité qui sera créé supervisera la collaboration avec les quartiers généraux de la police dans les préfectures. Par ailleurs, il collectera et analysera les informations sur les cyberattaques. En outre, l'Agence nationale de la police souhaite mettre sur pied une équipe d'environ 200 enquêteurs spécialisés dans la lutte contre les cas les plus

graves de cybercriminalité. Selon l'agence, la formation d'une équipe directement en lien avec le gouvernement central, plutôt que la police dans les préfectures, facilitera les enquêtes en dehors du territoire national et contribuera à en améliorer la qualité. L'agence prévoit de demander le financement nécessaire à cette restructuration organisationnelle à partir du budget de l'exercice 2022.
(Radio Japon international, le 24-06-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Les drones turcs auraient changé le cours de trois conflits en 2020, selon *Le Monde*...

Dans son article titré « Les drones, nouvelle arme phare de la défense turque », le quotidien *Le Monde* a indiqué que la Turquie a réorienté son industrie militaire vers la fabrication d'engins sans pilote. Elle exporte de plus en plus de drones. « Auréolés de leurs exploits en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, les drones turcs se vendent comme des petits pains, recueillant un franc succès parmi les pays de l'ancien glacis soviétique » écrit *Le Monde* qui précise que ces drones sont efficaces et bon marché. Il relève que les engins sans pilote turcs ont changé le cours de trois conflits en 2020 en détruisant des chars, véhicules blindés, dépôts de munitions et systèmes de défense antiaérienne de forces adverses. Le quotidien note qu'en moins d'une décennie, la Turquie s'est inscrite parmi les fabricants de drones les plus importants, comme les États-Unis, Israël et la Chine. *Le Monde* décrit le drone *Bayraktar TB2* comme l'engin le plus prisé, précisant qu'il peut récolter des renseignements sur les forces ennemies, diriger les avions de combat vers les cibles et mener ses propres attaques grâce à quatre missiles guidés laser. Le journal souligne dernièrement que les attaques des drones turcs ont paralysé les systèmes anti-aériens russes *Pantsir* en Syrie et en Libye ainsi que les missiles russes *Iskender* en Arménie, et ont ainsi noté des résultats surprenants.
(*La voix de la Turquie*, le 26-06-2021)



Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30